

Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate

Selon les économistes québécois, il est temps de prioriser l'éducation

QUÉBEC, le 6 février 2017 – Selon un sondage interne effectué à la fin de janvier en collaboration avec la firme Raymond Chabot Grant Thornton, les membres de l'Association des économistes québécois jugent que le gouvernement du Québec devrait accorder davantage d'importance à l'éducation dans son prochain budget et ce, notamment parce l'éducation et la formation constituent, selon eux, le meilleur moyen d'augmenter la productivité de l'économie québécoise. L'amélioration des infrastructures et des services de transport arrive également en bonne place parmi les priorités budgétaires identifiées par les économistes.

Les répondants au sondage sont plus partagés en ce qui a trait aux mesures susceptibles de réduire l'incidence de la pauvreté chez les ménages québécois. L'implantation d'un revenu minimum garanti en contrepartie de l'élimination de diverses mesures de soutien du revenu est la mesure préférée dans une plus grande proportion, soit 31,9%. Toutefois, davantage de répondants au total (42,8%) préfèrent des mesures touchant la hausse du salaire minimum, soit pour réduire l'écart qui le sépare du salaire moyen (24,7%), soit pour le hausser à 15\$ l'heure sur une période suffisamment longue pour éviter des effets négatifs sur l'emploi (17,6%).

Enfin, les économistes consultés se montrent très majoritairement optimistes pour l'évolution de l'économie québécoise au cours de la prochaine année. Ils sont en effet 32,0% à croire que la situation économique du Québec va s'améliorer et 55,2 % estiment qu'elle va au moins se maintenir.

L'Association effectue régulièrement des sondages auprès de ses membres sur des questions en rapport avec l'actualité économique ou des enjeux de politique publique. Les résultats détaillés de ce sondage sont en annexe. Les sondages antérieurs sont disponibles à l'adresse : http://economistesquebecois.ca/programmes_et_activites/sondages .

CONTACT

Bernard Barrucco, directeur général
Association des économistes québécois
418 663 6613

Annexe

Sondage de janvier 2017 Association des économistes québécois

Au total, 194 membres de l'Association des économistes québécois ont répondu au sondage réalisé par Internet du 24 au 31 janvier 2017.

QUESTION 1 :

À votre avis, au cours de l'année 2017, la situation économique du Québec devrait-elle :

Se détériorer ?	7,7 %
Se maintenir ?	55,2 %
S'améliorer ?	32,0 %
Sans opinion.	5,2 %

QUESTION 2

Dans quel ordre les classeriez-vous, selon leur efficacité potentielle à améliorer la productivité de l'économie québécoise (1 = la plus efficace; 7 = la moins efficace)?

	1	2	3	4	5	6	7	Cote moyenne
Investir davantage dans l'éducation et la formation	85	33	12	9	16	6	6	2,25
Accroître les investissements privés en machinerie et en outillage, y compris en technologies numériques	41	45	26	22	13	10	5	2,79
Miser sur l'attraction et la croissance d'entreprises dans les secteurs les plus productifs	13	22	40	37	25	23	1	3,69
Privatiser certains services publics	7	8	6	22	20	63	48	5,14
Améliorer l'organisation du travail	5	22	36	35	45	22	3	4,00
Améliorer les infrastructures et les services de transport et de communication	9	34	47	37	34	12	4	3,57
Utiliser une autre mesure	10	4	6	4	5	9	34	4,65

Autres mesures

Certains répondants ont précisé quelles pourraient être selon eux d'autres mesures devant être mises en œuvre. Bien que ces suggestions soient très diversifiées, plusieurs touchent la fiscalité, l'immigration et le fardeau réglementaire et administratif des entreprises.

QUESTION 3

Selon vous, parmi les mesures suivantes, laquelle le gouvernement du Québec devrait-il privilégier afin d'améliorer la situation des ménages à faible revenu ?	
Augmenter le salaire minimum à 15 \$ l'heure au cours d'une période suffisamment longue pour éviter des effets négatifs éventuels sur l'emploi	17,6 %
Réduire progressivement l'écart entre le salaire minimum et le salaire moyen	24,7 %
Implanter un revenu minimum garanti en contrepartie de l'élimination de diverses mesures de soutien du revenu	31,9 %
Ne prendre aucune nouvelle mesure, puisque les mesures actuelles sont suffisantes	25,8 %

QUESTION 4

Dans quel ordre de priorité classeriez-vous les mesures suivantes liées à l'utilisation de la marge de manœuvre budgétaire (1 = la plus importante; 7 = la moins importante) ?

	1	2	3	4	5	6	7	Cote moyenne
Réduire les impôts des particuliers	31	26	16	21	23	33	20	3,81
Augmenter les budgets dans les domaines de l'éducation, incluant la petite enfance	87	31	19	12	8	4	9	2,19
Améliorer les infrastructures et les services de transport	15	53	40	34	20	8	0	3,09
Aider le secteur manufacturier	6	13	24	25	40	48	13	4,56
Augmenter les budgets dans la santé et les services sociaux	6	25	35	37	30	30	5	3,98
Réduire la dette	16	18	36	31	36	29	12	3,99
Utiliser une autre mesure	8	4	4	5	2	1	33	4,60

Autres mesures

Certains répondants ont précisé quelles pourraient être selon eux d'autres mesures devant être mises en œuvre. Bien que ces suggestions soient très diversifiées, plusieurs touchent l'innovation, la lutte à la pauvreté et la réduction du fardeau réglementaire et administratif des entreprises.